

**Point de presse de la porte-parole -
Chine/Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian avec M. Song Tao, ministre
du département des liaisons
internationales du Comité central
du Parti communiste chinois -
Droits de l'Homme/Stratégie
internationale de la France -
Coopération
transfrontalière/Déclaration
d'intention entre la France et les
pays de l'Union Benelux
(Paris, 11 décembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Chine - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Song Tao, ministre du département des liaisons internationales du Comité central du Parti communiste chinois (11 décembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'entretient aujourd'hui avec M. Song Tao, ministre du département des liaisons internationales du Comité central du Parti communiste chinois.

Cette rencontre s'inscrit dans le prolongement d'entretiens récents de M. Jean-Yves Le Drian avec le vice-Premier ministre, M. Hu Chunhua, le 7 décembre, le ministre en charge du commerce, M. Zhong Shan, le 30 novembre en marge du G20, ainsi que le ministre des Affaires étrangères, M. Wang Yi le 27 novembre. Ils témoignent de la vigueur du partenariat stratégique global entre la France et la Chine, dans la perspective du 55^e anniversaire de nos relations diplomatiques en 2019.

Ces discussions régulières reflètent la priorité que constitue pour la France une coordination étroite avec la Chine sur les enjeux globaux, en particulier le climat : avec la déclaration trilatérale France-Chine-Secrétaire général des Nations unies du 30 novembre, nos deux pays ont ainsi pris l'initiative, en marge du sommet du G20, d'une mobilisation internationale sur ce sujet majeur. Ces échanges sont l'occasion de promouvoir le développement de la relation bilatérale franco-chinoise, particulièrement dans les domaines aéronautique, nucléaire et agroalimentaire, dans un esprit de réciprocité et de bénéfice mutuel pour nos deux pays.

2 - Droits de l'Homme - Stratégie internationale de la France (10 décembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a invité Mme Dunja Mijatovic, commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, et des personnalités engagées pour la défense des droits de l'Homme, à venir débattre et témoigner de l'actualité des droits de l'Homme au Quai d'Orsay le 10 décembre 2018, à l'occasion du 70e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme, adoptée à Paris en 1948.

À cette occasion, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a annoncé une nouvelle stratégie internationale de la France en matière de droits de l'Homme, dont il a présenté les grandes orientations. Cette stratégie, préparée en concertation avec la société civile, vise à rendre l'action internationale plus efficace. Elle met notamment en avant :

- l'engagement en faveur des victimes de violences ethniques et religieuses, notamment au Moyen-Orient, qui se concrétisera, comme l'a annoncé le président de la République, par l'accueil de cent femmes yézidiennes et de leurs enfants, victimes de Daech et par une contribution au fonds pour la reconstruction du Sinjar en Irak ;
- la sécurité des journalistes, notamment via la mise en oeuvre de la Déclaration internationale sur l'information et la démocratie, soutenue par le président de la République et signée à Paris le 11 novembre dernier, lors du Forum sur la paix, à l'initiative de Reporters sans frontières ;
- la protection inconditionnelle des personnes ayant droit à l'asile et la poursuite de notre engagement en faveur de la sécurité des défenseurs des droits ;
- le renforcement du combat pour l'universalité des droits civils et politiques ;
- l'engagement en faveur de la défense et de la promotion des droits des personnes LGBTI, avec pour objectif la dépénalisation universelle de l'homosexualité ;
- un appui renouvelé à la promotion du "droit international des droits de l'Homme", la défense des institutions multilatérales et de la justice pénale internationale et l'abolition universelle de la peine de mort.

M. Jean-Yves Le Drian, a indiqué que la France porterait ces priorités en 2019 dans le cadre des présidences françaises du G7 tout au long de l'année, du Conseil de sécurité des Nations unies en mars, du comité des ministres du Conseil de l'Europe en mai. Leur mise en oeuvre impliquera également un dialogue renforcé avec la société civile.

3 - Coopération transfrontalière - Déclaration d'intention entre la France et les pays de l'Union Benelux (Bruxelles, 11 décembre 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, signe aujourd'hui, à Bruxelles, une déclaration d'intention relative au développement d'une coopération plus étroite

entre la France et les Etats de l'Union Benelux (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas).

Par cette déclaration d'intention, la France et les pays de l'Union Benelux entendent donner un nouvel élan à leur coopération transfrontalière, en particulier dans les domaines du développement économique, du développement durable, de l'innovation, du numérique et de la culture.

Cette déclaration s'inscrit dans les échanges denses qu'ont eus nos trois pays au plus haut niveau au cours des derniers mois et qui ont été marqués par les visites d'Etat en France du couple royal néerlandais en 2016, du couple grand-ducal luxembourgeois cette année et par la visite d'Etat du président de la République en Belgique le mois dernier.

La France souhaite renforcer avec ces proches partenaires la coopération entre régions frontalières, qui ouvre des opportunités nouvelles aux territoires et à leurs habitants. La coopération transfrontalière est un élément structurant des stratégies régionales de développement économique et social depuis la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République./.